

Bulletin du FMI

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

FMI : prévisions de croissance révisées à la baisse et montée des risques

Bulletin du FMI en ligne
24 janvier 2012



Une usine en Italie : il est essentiel de rétablir la confiance dans la zone euro pour mettre fin à la crise dans la région, note le FMI (photo : Paolo Bona/Reuters).

- La reprise mondiale devrait marquer le pas et les risques augmenter
- La zone euro devrait connaître une récession modérée et le reste du monde un ralentissement
- Un vaste ensemble de mesures est nécessaire pour rétablir la stabilité financière
- Il faut éviter de durcir trop rapidement la politique budgétaire

Les tensions grandissantes dans la zone euro pèsent sur les perspectives de l'économie mondiale : le FMI a révisé fortement à la baisse sa prévision de croissance mondiale. Les perspectives s'assombrissent et les risques pesant sur la stabilité financière augmentent, note l'institution.

Dans une mise à jour de son rapport sur les [Perspectives de l'économie mondiale](#), le FMI note que la zone euro va connaître une récession modérée en 2012 après que la crise de la zone euro est entrée dans «une nouvelle phase dangereuse» vers la fin de l'année dernière, avec des répercussions sur d'autres régions du monde, notamment les États-Unis, les pays émergents et les pays en développement.

Globalement, en 2012, la croissance dans les économies avancées devrait atteindre 1,2 % seulement — une révision à la baisse de $\frac{3}{4}$ de point de pourcentage par rapport à la prévision de septembre dernier — avant de remonter à 1,9 %, ce qui reste faible, l'an prochain. Quant à la croissance mondiale, elle devrait atteindre 3,3 % cette année.

«Vu l'intensité de la récession de 2009, ces taux de croissance sont trop faibles pour pouvoir véritablement combattre un chômage très élevé», note le FMI.

Le 24 janvier, le FMI a publié aussi une mise à jour du Rapport sur la stabilité financière dans le monde (*Global Financial Stability Report*, GFSR), qui porte sur le secteur bancaire et les marchés de capitaux, et du Moniteur des finances publiques (*Fiscal Monitor*), qui s'intéresse à la dette et aux budgets publics.

L'Europe est l'épicentre

«Les perspectives de croissance sont médiocres, et cela pourrait être pire», a déclaré Olivier Blanchard, Conseiller économique du FMI.

Lors d'une conférence de presse à Washington, M. Blanchard a noté que «la reprise mondiale, qui était déjà faible, risque de marquer le pas. L'épicentre du danger est l'Europe, mais le reste du monde est de plus en plus touché».

Il a déclaré aux journalistes que le danger est encore plus grand si la crise européenne s'intensifie : «dans ce cas, le monde pourrait être plongé dans une autre récession».

Mais M. Blanchard a indiqué que, si les mesures appropriées sont prises, «le pire peut certainement être évité, et la reprise peut être remise sur la bonne voie. Ces mesures peuvent être prises, doivent être prises, et ce, d'urgence».

Dans un [discours](#) qu'elle a prononcé à Berlin le 23 janvier, la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a présenté les éléments principaux de l'action à entreprendre. L'Europe, qui est au cœur des préoccupations de la communauté internationale, a besoin d'une croissance plus vigoureuse, de pare-feux plus vastes et d'une intégration plus poussée, a-t-elle indiqué, tout en ajoutant que d'autres pays ont aussi un rôle important à jouer pour rétablir une croissance mondiale équilibrée. Quant à la composante multilatérale, M^{me} Lagarde a déclaré que le FMI était prêt à apporter son aide et cherchait à accroître ses ressources de prêt d'un montant pouvant aller jusqu'à 500 milliards de dollars.

La croissance reste vigoureuse en Asie

Selon le rapport, la croissance des économies émergentes et en développement devrait se situer en moyenne à 5¾ % en 2012–13, soit un net repli par rapport aux 6¾ % enregistrés en 2010–11, et environ ½ point en dessous des projections de septembre 2011 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Cela s'explique par la détérioration de l'environnement extérieur et par le ralentissement de la demande intérieure dans les principales économies émergentes.

Malgré une forte révision à la baisse de ¾ point de pourcentage, les pays en développement d'Asie devraient tout de même afficher la croissance la plus vigoureuse, à une moyenne de 7½ % en 2012–13.

L'activité économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord devrait s'accélérer en 2012–13, principalement sous l'impulsion de la reprise en Libye et des bons résultats que continuent d'enregistrer d'autres exportateurs de pétrole. Dans la plupart des pays

importateurs de brut de la région, les perspectives de croissance sont faibles en raison de transitions politiques plus longues que prévu et d'un environnement extérieur défavorable.

L'impact du ralentissement mondial sur l'Afrique subsaharienne a pour l'instant été limité à quelques pays, surtout l'Afrique du Sud, et la production de la région devrait connaître une progression d'environ 5½ % en 2012.

Les effets de débordement devraient surtout toucher les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, compte tenu de l'importance des liens commerciaux et financiers qu'ils entretiennent avec la zone euro.

Les retombées sur les autres régions devraient être relativement modestes, car le relâchement des politiques macroéconomiques devrait compenser dans une grande mesure les effets du tassement de la demande dans les pays avancés et de la montée de l'aversion pour le risque à l'échelle mondiale. Pour beaucoup d'économies émergentes ou en développement, la solidité des prévisions tient également au niveau relativement élevé des cours des matières premières.

L'Europe, la clé du rétablissement de la confiance

M. Blanchard a déclaré que la prévision de croissance dans la zone euro en 2012 était désormais de -0,5 %, soit une baisse de 1,6 % par rapport à la projection du FMI de septembre 2011. «En particulier, nous prévoyons une contraction de 2,2 % en Italie et de 1,7 % en Espagne», a-t-il ajouté.

Selon le FMI, la tâche la plus urgente pour les gouvernements est de rétablir la confiance et de mettre fin à la crise dans la zone euro en soutenant la croissance, tout en entretenant l'ajustement budgétaire, en maîtrisant l'inversion du levier financier et en offrant plus de liquidités et d'accompagnement monétaire.

Dans les autres économies avancées, les axes prioritaires sont la correction des déséquilibres budgétaires à moyen terme, ainsi que l'assainissement et la réforme des systèmes financiers, tout en appuyant la reprise. Les économies émergentes et en développement doivent centrer leur action à moyen terme sur la riposte à la modération de la croissance intérieure et au ralentissement de la demande des pays avancés.

Les risques augmentent dans le secteur financier

Dans sa *Mise à jour du [Rapport sur la stabilité financière dans le monde](#)*, le FMI note que la stabilité financière mondiale est maintenant en pleine zone de danger : les écarts de taux sur les obligations souveraines dans la zone euro se sont creusés, et la Banque centrale européenne a dû jouer un rôle de plus en plus important pour soutenir le système financier de la zone. En dépit des efforts déployés par les dirigeants européens pour limiter la crise de la

dette dans la zone euro et les problèmes bancaires connexes, une riposte globale et décisive reste nécessaire, note le FMI.

«Les responsables européens doivent rapidement engager un vaste ensemble de mesures propres à rétablir la confiance, et mettre en œuvre les mesures convenues lors des sommets d'octobre et de décembre», a déclaré José Viñals, Conseiller financier du FMI et Chef du Département des marchés monétaires et de capitaux.

Le FMI note qu'il faut mettre en place un vaste pare-feu qui protège les États qui sont solvables, mais qui sont confrontés à des problèmes de financement. Bien que des institutions ayant cette vocation existent, elles n'ont actuellement ni la taille ni la flexibilité nécessaires pour être pleinement crédibles.

Les banques doivent augmenter leurs fonds propres pour rétablir la confiance des marchés financiers dans leur capacité à surmonter le ralentissement. Si possible, cela devrait se faire en levant des capitaux de sources privées, mais un financement public devrait être disponible à cette fin si nécessaire. Un mécanisme doit exister au niveau de l'ensemble de la zone euro, doté de moyens lui permettant de prendre des participations directes dans les banques.

Les dirigeants doivent surveiller l'ajustement des bilans des banques face à la crise et agir pour éviter une «mauvaise» inversion du levier financier — à savoir des ventes d'actifs qui ont pour effet de réduire l'offre de crédit à l'économie. Ils devraient s'efforcer de limiter l'inversion du levier financier de leurs banques, non seulement sur le territoire national, mais aussi à l'étranger.

Le FMI a ajouté que, même s'ils ont bien résisté ces dernières années, les pays émergents, particulièrement d'Europe, risquent de souffrir de l'inversion du levier financier des banques de la zone euro.

Des progrès sur le front budgétaire

En 2011, les déficits budgétaires ont baissé sensiblement dans de nombreux pays avancés et la plupart d'entre eux prévoient de procéder à un ajustement considérable cette année. Il est nécessaire de poursuivre l'ajustement pour assurer la viabilité de la dette à moyen terme, et idéalement cet ajustement devrait se faire à un rythme qui soutient une croissance adéquate de la production et de l'emploi, selon le dernier [Moniteur des finances publiques](#).

«Le rythme du rééquilibrage budgétaire dans les pays avancés en 2012 est déjà élevé», a déclaré Carlo Cottarelli, Directeur du Département des finances publiques du FMI, qui a rédigé le rapport. «Si la croissance économique ralentit, un rééquilibrage trop rapide pourrait accentuer les risques.»

Si la croissance ralentit, la plupart des pays devraient laisser jouer les stabilisateurs automatiques, tels que les allocations de chômage, qui augmentent lorsque des emplois sont éliminés. Lorsque la situation économique se détériore, ils peuvent atténuer les répercussions sur la demande.

Les pays qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire, y compris quelques pays européens, pourraient envisager de ralentir le rythme du rééquilibrage cette année. Certains pays, notamment les États-Unis et le Japon, doivent préciser leur stratégie de réduction de la dette et du déficit dans les années à venir.

Quelques pays émergents où la dette et le déficit sont faibles et où les tensions inflationnistes s'atténuent peuvent soutenir davantage l'activité économique. D'autres n'auraient guère les moyens de faire autre chose que de laisser jouer les stabilisateurs automatiques si la croissance ralentissait davantage.

Les pays émergents largement tributaires des recettes des produits de base et des apports de capitaux extérieurs doivent aussi tenir compte du risque d'une baisse considérable et prolongée de ces sources de financement.

Dernières projections du FMI

Le FMI prévoit une croissance mondiale de 3,3 % cette année, un chiffre largement inférieur à son estimation d'il y a quatre mois.

	2010	2011	Projections		Écart par rapport aux PEM de septembre 2011	
			2012	2013	2012	2013
Production mondiale	5,2	3,8	3,3	3,9	-0,7	-0,6
Pays avancés	3,2	1,6	1,2	1,9	-0,7	-0,5
États-Unis	3,0	1,8	1,8	2,2	0,0	-0,3
Zone euro	1,9	1,6	-0,5	0,8	-1,6	-0,7
Allemagne	3,6	3,0	0,3	1,5	-1,0	0,0
France	1,4	1,6	0,2	1,0	-1,2	-0,9
Italie	1,5	0,4	-2,2	-0,6	-2,5	-1,1
Espagne	-0,1	0,7	-1,7	-0,3	-2,8	-2,1
Japon	4,4	-0,9	1,7	1,6	-0,6	-0,4
Royaume-Uni	2,1	0,9	0,6	2,0	-1,0	-0,4
Canada	3,2	2,3	1,7	2,0	-0,2	-0,5
Autres pays avancés	5,8	3,3	2,6	3,4	-1,1	-0,3
Nouvelles économies industrielles d'Asie	8,4	4,2	3,3	4,1	-1,2	-0,3
Pays émergents et en développement	7,3	6,2	5,4	5,9	-0,7	-0,6
Europe centrale et orientale	4,5	5,1	1,1	2,4	-1,6	-1,1
Communauté des États indépendants	4,6	4,5	3,7	3,8	-0,7	-0,6
Russie	4,0	4,1	3,3	3,5	-0,8	-0,5
Hors Russie	6,0	5,5	4,4	4,7	-0,7	-0,4
Pays en développement d'Asie	9,5	7,9	7,3	7,8	-0,7	-0,6
Chine	10,4	9,2	8,2	8,8	-0,8	-0,7
Inde	9,9	7,4	7,0	7,3	-0,5	-0,8
ASEAN-5 ¹	6,9	4,8	5,2	5,6	-0,4	-0,2
Amérique latine et Caraïbes	6,1	4,6	3,6	3,9	-0,4	-0,2
Brésil	7,5	2,9	3,0	4,0	-0,6	-0,2
Mexique	5,4	4,1	3,5	3,5	-0,1	-0,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,3	3,1	3,2	3,6
Afrique subsaharienne	5,3	4,9	5,5	5,3	-0,3	-0,2
Afrique du Sud	2,9	3,1	2,5	3,4	-1,1	-0,6

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2012.

¹Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam.